

Bien entendu, la théorie de la révolution permanente, sous l'aspect qui vient d'être indiqué, ne s'applique que très partiellement à la Révolution française. En 1793, le prolétariat, encore une fois, n'existait encore qu'à l'état embryonnaire, et il n'existait qu'en France; l'épouvantail rouge ne paralysait pas encore la bourgeoisie au point où il fera aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Par ailleurs, la bourgeoisie était encore une classe virile et audacieuse, capable d'accepter un risque, et nous verrons que, malgré ses répugnances, elle n'hésita pas à utiliser le concours des bras nus; elle lâcha le torrent en même temps qu'elle sut en conserver le contrôle; avec l'aide de ses alliés des faubourgs, elle mena la révolution bourgeoise à peu près jusqu'à son terme. Tel est au moins le spectacle que nous avons devant les yeux si nous le regardons de très loin, avec un large recul. Mais, si nous le considérons de plus près, si nous en suivons toutes les oscillations, il se révèle beaucoup plus complexe et l'attitude de la bourgeoisie y apparaît beaucoup plus hésitante.

A la veille de 1789, la bourgeoisie, répétons-le, n'était plus que très partiellement une classe inférieure. Elle était liée assez étroitement avec l'absolutisme royal et la classe des grands propriétaires fonciers. Elle détenait déjà une part considérable du pouvoir économique. En outre, elle avait été admise à ramasser les miettes du festin féodal (beaucoup de bourgeois avaient reçu des titres de noblesse, jouissaient de rentes féodales, avaient acquis des charges, portaient culotte et bas comme les nobles). En bref, la bourgeoisie partageait, dans une certaine mesure (une mesure qu'elle jugeait insuffisante, sans quoi, bien entendu, elle n'aurait pas fait la Révolution), avec l'aristocratie, l'Église et la monarchie absolue, les bénéfices résultant de l'exploitation des masses laborieuses. Aussi existait-il entre la bourgeoisie et les classes qu'elle évinça une certaine solidarité de classe. La violence avec laquelle les masses populaires s'attaquèrent à l'ancien régime effraya, dès le début, les bourgeois.

Georges Lefebvre observe, dans sa *Grande peur de 1789* : « Exaspéré par la faim, le paysan menaçait l'aristocratie d'un assaut irrésistible. Mais la bourgeoisie elle-même n'était pas à l'abri. Elle ne payait pas non plus sa part d'impôts; elle possédait maintes seigneuries : c'était elle qui fournissait aux seigneurs leurs juges et leurs intendants; c'était des bourgeois qui prenaient à ferme la perception des droits féodaux. [...] Le peuple ne voulant pas mourir de faim, il n'y avait pas de raison pour que le riche, quel qu'il fût, ne fût pas mis à contribution »<sup>9</sup>.

Jaurès a noté les hésitations des bourgeois constituants : « Permettre aux paysans de déraciner violemment la féodalité, n'était-ce pas ébranler quelques racines de la propriété bourgeoise? » Et l'historien stigmatise « ces bourgeois méticuleux, timorés et qui tremblaient si fort pour la propriété qu'ils étaient tentés de la défendre jusque sous l'odieuse forme féodale ». Il note qu'« aucun des démocrates de la gauche la plus populaire, ni Robespierre, ni Pétion n'osèrent parler de l'expropriation sans indemnité. [...] Comme beaucoup de bourgeois avaient acquis par contrat des rentes féodales, comme la forme du contrat protégeait la plupart des droits féodaux, il fallait une exaspération révolutionnaire aiguë pour qu'on osât briser sans indemnité tous les contrats »<sup>10</sup>. En effet, il fallut attendre le puissant mouvement de masses du 10 août 1792 pour que l'expropriation sans indemnité des rentes féodales fût enfin décrétée. Jaurès souligne encore que les constituants « sont prêts [...] à refouler le mouvement, s'il menace un moment la primauté politique et la propriété de la bourgeoisie. Ils ne sont pas assez foncièrement démocrates pour ouvrir largement la Révolution à la force prolétarienne naissante. Ils s'en servront au besoin, mais avec la pensée constante de la contenir ou même de la réprimer »<sup>11</sup>.

Sur le plan purement politique, on note la même hésitation de la bourgeoisie devant l'accomplissement de ses tâches historiques. C'est ainsi que, le 14 juillet 1789, elle eut littéralement la main forcée. « Le Comité permanent des électeurs, raconte Jaurès, essaya d'abord de prévenir le choc; puis, cédant à l'irrésistible passion du peuple, il essaya du moins d'obtenir par des moyens pacifiques la capitulation de la forteresse »<sup>12</sup>. Ainsi, le signal de la conquête violente de la Bastille ne fut pas donné par la bourgeoisie. Ce fut malgré les efforts de conciliation de celle-ci que le peuple s'empara de la vieille geôle. Si les sans-culottes n'avaient pas forcé la main à la bourgeoisie, l'Assemblée nationale aurait fini par succomber dans sa rébellion contre les baïonnettes royales. De même, sans la marche sur Versailles, le 5 octobre, des bras nus affamés et sans leur irruption dans l'enceinte de l'Assemblée, la Déclaration des droits de l'homme n'eût pas été sanctionnée. Sans la vague de fond du 10 août 1792, la bourgeoisie eût reculé devant la République et devant le suffrage universel.

Au début de 1793, nous verrons l'aile la plus importante et la plus riche de la bourgeoisie (la Gironde) lâcher pied par peur et par haine des sans-culottes, hésiter devant les mesures radicales qui seules pouvaient permettre de sauver la Révolu-